

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 16 JANVIER 2007

DINSDAG 16 JANUARI 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 27 par Mme Martine Taelman, présidente.

Le **président** : M. Laeremans a déposé une question relative à la lenteur de la justice en ce qui concerne les dossiers de viol. Il s'agit de la question n° 13593.

Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Je ne suis pas encore en possession des données nécessaires et ne puis donc répondre.

Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Une réponse sans contenu n'ayant guère de sens, je reporte ma question. Permettez-moi cependant d'insister pour que l'on fasse diligence, car il s'agit en l'occurrence déjà du deuxième report.

01 Questions jointes de

- **M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les déclarations du directeur général de l'Administration des Établissements pénitentiaires concernant le manque de cellules" (n° 13681)**

- **M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les déclarations du directeur général de l'Administration des Établissements pénitentiaires" (n° 13691)**

- **M. Dylan Casaer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les déclarations du patron des établissements pénitentiaires belges et les réactions qu'elles ont provoquées" (n° 13727)**

01.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Dans une interview accordée au *Morgen*, le chef des établissements pénitentiaires belges, M. Hans Meurisse, a déclaré que le problème du manque de cellules devait constituer une priorité et que les seules peines de substitution n'offraient aucune solution. Il a explicitement évoqué un besoin de répression et affirmé la nécessité d'accroître la capacité carcérale. Nous défendons cette thèse depuis des années mais cela revient à prêcher dans le désert.

M. Meurisse préconise également de conserver aux prisons qui sont remplacées une destination dans le secteur pénitentiaire. Il serait regrettable, en effet, que la prison de Termonde, par exemple, soit affectée à un usage non pénitentiaire. Il reste par ailleurs aussi à trouver une compensation au profit de la Flandre pour l'établissement de Florennes, dont il est de plus en plus clair qu'il sera une institution purement francophone. La Flandre a également besoin de capacité supplémentaire.

Comment la ministre réagit-elle aux propositions qui émanent de ses propres services ? Combien d'anciennes prisons sont susceptibles d'être remplacées ? Quelle capacité supplémentaire sera ainsi libérée ? Ces bâtiments conserveront-ils à l'avenir une destination pénitentiaire ? D'autres bâtiments militaires désaffectés que ceux de Herentals entrent-ils en ligne de compte ?

01.02 Tony Van Parys (CD&V) : Le nouveau directeur général de l'Administration des établissements pénitentiaires s'est récemment exprimé en des termes plutôt vifs. Ainsi entend-il remédier à la surpopulation carcérale en construisant des cellules supplémentaires. Il évoque un déficit chronique de mille cellules. Il n'est pas opposé aux peines de substitution mais juge les possibilités à cet égard limitées. Ces déclarations ne sont-elles pas en contradiction totale avec la note de politique générale de la ministre de la Justice de

2003 dans laquelle une extension de la capacité n'est pas jugée opportune ?

01.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : M. Meurisse a formulé dans le journal *De Morgen* un message équilibré : d'une part, il s'est exprimé en faveur d'une extension de la capacité carcérale et, d'autre part, il a formulé l'espoir que les tribunaux d'application des peines prononcent des peines plus réalistes que les juges actuels, qui partent de toute façon du principe que la personne condamnée peut invoquer la loi Lejeune.

Plus d'un universitaire a déjà réagi à ces déclarations. Ils estiment que la construction de nouvelles prisons ne fera qu'accroître le nombre de détenus et qu'il convient davantage d'opérer un changement de mentalités. À leurs yeux, on se focalise davantage, en général, sur la répression que sur la prévention. Les directeurs des prisons flamandes ont entre-temps demandé de reporter l'instauration de certaines dispositions de la loi Dupont vu le peu de temps dont ils disposent pour réaliser les modernisations.

Que pense la ministre des déclarations de M. Meurisse et des réactions du monde académique à ces dernières ? Comment la ministre pense-t-elle pouvoir contribuer à un changement de mentalités ? Le calendrier du projet élaboré fin octobre par le gouvernement visant à assurer une capacité supplémentaire et à sensibiliser les juges d'instruction est-il respecté ? Quelle est la réaction de la ministre face à la demande de report des directeurs des prisons flamandes ?

Le **président** : La question de M. Casaer relative à la demande des directeurs de prison flamands concernant la loi Dupont sera posée en commission ultérieurement. La ministre y répondra à ce moment-là.

01.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je m'en tiendrai aux réactions suscitées par les déclarations de M. le directeur général Meurisse, en ajoutant quelques compléments d'information.

Je me référerai également aux nombreuses réponses que j'ai déjà données concernant la réalité et l'avenir du secteur pénitentiaire.

(*En néerlandais*) La surpopulation carcérale ne constitue pas un phénomène récent et ne se limite pas à la Belgique. Nous tentons de remédier à ce problème social complexe par la construction de cellules supplémentaires mais également par la recherche de peines substitutives à l'emprisonnement et d'un équilibre entre les flux entrants et sortants. Les mesures que j'ai déjà prises précédemment en matière de surveillance électronique, d'augmentation du nombre de peines de travail et de transfert de détenus étrangers vers leur pays d'origine sont connues.

Le cabinet restreint suit ce problème parce qu'il relève également des compétences du ministre de tutelle de la Régie des Bâtiments et du ministre des Affaires étrangères.

Outre la construction de nouvelles prisons à Namur et à Termonde, un nouvel établissement pour internés sera aménagé à Gand et la capacité des prisons de Lantin, de Saint-Hubert, de Malines et de Paifve sera étendue, ce qui se traduira par 1.637 places supplémentaires.

A terme, l'ancien bâtiment de Namur recevra également une affectation pénitentiaire. Pour ce qui est de l'ancien édifice de Termonde, la situation doit encore être évaluée. Les casernes d'Herentals et de Florennes seront transformées en prisons.

Les mesures extraordinaires prises par le cabinet restreint fin octobre ont été mises en œuvre. Le cabinet restreint suit actuellement la progression de chaque dossier. Le nombre de mandats d'arrêt par arrondissement est communiqué mensuellement aux présidents des tribunaux de première instance.

01.05 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : La ministre ne nous apprend rien. Il n'est même pas certain que l'ancien bâtiment de Termonde recevra une destination pénitentiaire. Il est clair que rien n'est entrepris pour résoudre le problème de la libération trop rapide de détenus que nous connaissons actuellement. La durée de détention effective des détenus a déjà atteint la limite inférieure absolue. Il est révoltant que la ministre déclare qu'il convient de rechercher d'autres solutions. Seule une augmentation de capacité de nos prisons

nous permettra de maîtriser à nouveau la situation.

01.06 Tony Van Parys (CD&V) : Il est regrettable que le gouvernement n'ait compris la nécessité d'accroître la capacité carcérale qu'à la suite de plusieurs incidents. Il a, en effet, d'abord fallu la démission du directeur général des établissements pénitentiaires, puis un appel à l'aide de M. Meurisse. Il est aisé d'annoncer des mesures pour lesquelles le gouvernement suivant devra trouver les moyens. En ce qui concerne les nouvelles prisons de Namur et de Termonde, les premières démarches doivent encore être entreprises. Le plan pluriannuel pour Termonde ne prévoit des budgets que pour l'achat de terrains. La violette n'a pris aucune décision énergique pendant huit ans. Les constatations du directeur général Meurisse sont tout à fait pertinentes.

01.07 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Je voudrais prendre connaissance du plan d'investissement et du tableau des arrestations par arrondissement. Ainsi, nous pourrions vérifier s'il y a uniformité dans l'ensemble du pays en ce qui concerne le recours à la détention préventive.

L'incident est clos.

02 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le fonctionnement de l'Exécutif des Musulmans de Belgique" (n° 13702)

02.01 Tony Van Parys (CD&V) : Le *Moniteur belge* du 14 octobre 2005 précisait qu'un règlement d'ordre intérieur serait adopté pour l'Exécutif des musulmans et son assemblée générale. Par ailleurs, un collège néerlandophone et un collège francophone seraient constitués. Pourquoi le règlement n'a-t-il pas encore été adopté ? Quand l'Exécutif fonctionnera-t-il avec deux collèges ? A-t-on contrôlé l'affectation des fonds publics octroyés au nouvel Exécutif ? Est-il question de malversations ou de versements à des fins personnelles ? Des enquêtes pénales sont-elles en cours contre des membres de l'Exécutif actuel ? Quels sont les chefs d'accusation ?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : En vertu de la séparation de l'Église et de l'État, le gouvernement ne peut s'immiscer dans l'organisation interne d'un culte. L'arrêté royal du 7 octobre dispose que l'Exécutif des musulmans de Belgique est composé de deux collèges, l'un néerlandophone, l'autre francophone. Selon les informations que j'ai obtenues, l'Exécutif fonctionne en effet de cette façon. Le règlement d'ordre intérieur est actuellement en préparation et a déjà été examiné au sein de l'Exécutif et lors de l'assemblée générale.

Je ne puis exercer un contrôle administratif actuellement étant donné que les justificatifs comptables de 2004, 2005 et une partie de 2006 ont été transmis à la justice. La comptabilité de l'ancien Exécutif est à l'examen parce que j'ai saisi la justice à la suite d'un contrôle réalisé par un expert-comptable.

Je n'ai pas connaissance d'instructions judiciaires concernant les membres actuels de l'Exécutif. Certes, le juge d'instruction a interrogé un membre mais on en est resté là. Il m'est d'ailleurs impossible d'intervenir lors d'une instruction.

02.03 Tony Van Parys (CD&V) : L'affirmation selon laquelle l'Exécutif fonctionne, à l'heure actuelle, sur la base d'un collège néerlandophone et d'un collège francophone n'est nullement conforme à la réalité. La domination des francophones est si écrasante que les islamiques néerlandophones ne trouvent pas leur compte dans les organes représentatifs. La ministre devrait mener une enquête sérieuse à ce sujet. Le fonctionnement du collège néerlandophone est rendu impossible.

Le fait que les pièces justificatives soient entre les mains de la justice montre qu'il y a un problème. Il faut veiller à ce que les moyens soient affectés dans l'intérêt général de la communauté islamique, et non dans l'intérêt d'individus. Tant que la clarté n'est pas faite dans ce dossier, je demande à la ministre de ne plus verser de subvention.

02.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : M. Van Parys demande-t-il la régionalisation de tous les cultes ?

02.05 Tony Van Parys (CD&V) : Je plaide depuis longtemps en faveur de l'instauration de deux collèges,

mais les francophones y font obstacle. S'ils persévèrent, nous devons effectivement revoir l'organisation des cultes. Cette réforme peut, pour ma part, s'appliquer à l'ensemble des cultes. En tout état de cause, les frustrations des musulmans néerlandophones sont susceptibles de compliquer encore les relations avec la communauté allochtone.

L'incident est clos.

03 Question de M. Georges Lenssen à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les expulsions de locataires" (n° 13655)

03.01 Georges Lenssen (VLD): Toutes les citations requérant l'expulsion d'un locataire doivent mentionner qu'une copie de l'acte introductif sera délivrée au CPAS. En outre, le locataire peut s'opposer à la notification au CPAS. Par ailleurs, la loi-programme du 31 décembre 2002 prévoit une conciliation obligatoire en matière locative.

Les CPAS donnent-ils suite à la notification ? Prennent-ils contact avec le locataire et cherchent-ils une solution ? Au moins deux mois s'écoulent entre la notification de la citation et l'expulsion. En cas de bail commercial, l'expulsion peut même avoir eu lieu avant la réception d'une copie par le CPAS. Ne serait-il pas préférable que le CPAS soit informé par l'huissier de justice quelques jours avant l'expulsion ?

Une notification au CPAS se justifie-t-elle dans le cas d'un bail commercial ? Le CPAS est-il compétent dans pareil cas ?

Est-il déjà arrivé que les parties concernées s'opposent à la communication au CPAS ? La disposition dans la loi-programme a-t-elle démontré son utilité ? Ne peut-on pas procéder à une mise en demeure après un arriéré de loyer d'un mois ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : Selon un rapport de la VVSG, la procédure normale est la suivante : lorsque le CPAS est informé d'une requête d'expulsion, on vérifie si le locataire concerné est déjà connu des services sociaux. Si c'est le cas, la personne en question est contactée personnellement par le travailleur social. Dans le cas contraire, elle reçoit une lettre présentant l'offre de services du CPAS et l'invitant à prendre elle-même contact avec le CPAS. Pour plus d'informations, je vous renvoie au ministre Dupont, qui est compétent en matière d'intégration sociale.

Les CPAS sont particulièrement bien placés pour jouer le rôle qui leur est confié par la loi. J'entends examiner toute proposition susceptible de réduire les effets humainement désastreux des expulsions.

Même en cas de bail commercial, la communication des jugements d'expulsion au CPAS reste pertinente, étant donné que dans de nombreux cas, une personne physique se trouve directement visée. L'intervention du CPAS est alors justifiée.

Pour ce qui est de la conciliation obligatoire, il faut reconnaître que de nombreuses conciliations ont permis d'aboutir à des arrangements à l'amiable. Bon nombre de litiges en matière de loyers peuvent ainsi être résolus à la fois rapidement et à faible coût. Pour trois projets pilotes en cours, nous avons prévu un module "médiation". Au terme de ces projets, nous ferons une évaluation afin de vérifier l'éventuelle opportunité de généraliser ce système et de remplacer dès lors la conciliation obligatoire devant le juge de paix par une médiation facultative.

03.03 Georges Lenssen (VLD) : Je me félicite de cette évaluation. Je pense que dans la pratique, on n'a pas connaissance de cas où les personnes citées s'opposent à une communication au CPAS. Si le délai est prolongé ou dépassé, les montants croîtront, tant pour le locataire que pour le bailleur. Les deux parties ont intérêt à ce que le dossier soit réglé le plus vite possible.

L'incident est clos.

04 Question de M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la vente de bâtiments pénitentiaires existants et la construction de bâtiments neufs" (n° 13706)

Le **président** : Cette question et ma question relative à la prison de Merksplas soulèvent le même problème que celle de M. Casaer relative aux établissements pénitentiaires : M. Reynders est également compétent pour cette matière. J'attends donc la réponse de la ministre de la Justice et j'y reviendrai éventuellement plus tard.

04.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Il ressort d'articles parus dans la presse le 12 janvier 2007 que le gouvernement prévoit de vendre une série de bâtiments supplémentaires. La ministre Onkelinx serait toutefois réticente à la vente de bâtiments pénitentiaires, ce que nous saluons. Quelles prisons envisage-t-on de vendre ? La ministre s'est-elle opposée à ce projet ?

Pour les nouveaux bâtiments pénitentiaires, un partenariat public-privé (PPP) pourrait se traduire par une réalisation nettement plus rapide. Si le gouvernement doit assumer l'intégralité du financement, indique M. Reynders, il faudra attendre la mise en service des nouvelles prisons jusqu'en 2014-2015. Le calendrier du ministre Reynders est-il conforme ? De combien de nouvelles prisons s'agit-il ? Quel calendrier est prévu pour chaque prison ou établissement pénitentiaire ?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Le ministre Reynders est compétent en la matière.

04.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Je prévoyais cette réponse. M. Reynders a indiqué que la mise en service de nouvelles prisons, toujours annoncée pour 2010-2011 par la ministre Onkelinx, serait certainement retardée jusqu'en 2014, ce que confirme le mutisme de Mme Onkelinx. Voilà qui est exemplatif de la politique désastreuse menée en matière d'application des peines.

L'incident est clos.

05 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les trois tribunaux de l'application des peines supplémentaires" (n° 13713)

05.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : La ministre avait promis de faire savoir à la commission où les trois tribunaux de l'application des peines supplémentaires seraient établis. Sur quels critères objectifs repose le choix de ces trois sites ?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Le 1^{er} février 2007, nous disposerons effectivement de neuf chambres des tribunaux de l'application des peines. Les trois chambres supplémentaires ont été attribuées à Gand, à Bruxelles et à Liège. La répartition de la charge de travail résulte d'un accord au sein du groupe de travail que j'avais mis en place en vue de l'installation des tribunaux de l'application des peines. Ce groupe de travail s'est fondé sur le critère du nombre de détenus définitivement condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de trois ans. Tout le monde considérait que c'était le critère le plus objectif. Dans une première phase, les tribunaux de l'application des peines ne seront compétents que pour les peines d'une durée de plus de trois ans. Pour chaque établissement pénitentiaire, une liste comportant les détenus condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de trois ans a été établie. Sur la base de ces chiffres, les établissements pénitentiaires ont été répartis entre les différents tribunaux de l'application des peines. Chaque chambre d'un tribunal de l'application des peines a une charge de travail équivalente, correspondant à 500 dossiers environ. La répartition des établissements pénitentiaires a été insérée dans un arrêté royal, qui sera publié avant le 1^{er} février 2007.

05.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je retrace brièvement la chronologie de ce dossier. A l'époque, le ministre avait proposé en vain au cabinet restreint que chaque province dispose d'un tribunal de l'application des peines. Le ministre du Budget avait alors bloqué cette proposition. Lors de l'examen des projets de loi, nous avons toujours insisté sur le fait que le nombre de tribunaux de l'application des peines était insuffisant. Je me réjouis donc de constater que la ministre répond en partie à notre préoccupation en créant trois tribunaux de l'application des peines supplémentaires. Cependant, certaines provinces ne possèdent toujours pas de tribunal. Anvers, par exemple, dispose de nombreux établissements pénitentiaires. Les déclarations de la ministre indiquent qu'elle souhaite que les internés relèvent également de la compétence des tribunaux de l'application des peines. Le ressort d'Anvers risque, dans ce cas, d'être confronté à des

difficultés. Sur le terrain, de grandes tensions vont se faire jour. Pour éviter les incidents, il faut appliquer correctement la législation et accroître le nombre de tribunaux de l'application des peines dans les autres ressorts.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le cri d'alarme lancé par la fédération des directeurs de prison flamands" (n° 13717)**

- **M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la demande de suspension provisoire des projets de rénovation formulée par les directeurs de prison flamands" (n° 13718)**

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le cri d'alarme lancé par la fédération des directeurs de prison flamands" (n° 13737)**

Le **président** : M. Dylan Casaer pourrait également intervenir dans ce cadre puisque sa question n° 13727 porte en partie sur la même matière.

06.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Les directeurs des prisons flamandes ont annoncé qu'ils n'étaient pas prêts pour l'instauration de la loi Dupont et des tribunaux de l'application des peines. Ils demandent même la suspension des projets de rénovation. Ils se plaignent de la manière dont ce processus de rénovation est mis en œuvre et craignent que ce dernier gêne le bon fonctionnement des établissements pénitentiaires. La ministre mène à nouveau une politique de faits accomplis.

L'instauration des tribunaux de l'application des peines augmenterait dans une large mesure la charge de travail des directeurs, employés et services psychosociaux, alors que les cadres ne seront pas adaptés et que les membres du personnel n'ont toujours suivi aucune formation. Aucune circulaire n'a encore été publiée concernant le fonctionnement de ces nouveaux tribunaux.

Dès le début, nous avons lancé l'avertissement que la loi Dupont allait beaucoup trop loin. Il est absurde de vouloir séparer les inculpés des autres détenus. Par ailleurs, les directeurs se voient imposer un trop grand nombre de formalités et le personnel est à la merci des détenus. De l'avis des directeurs de prisons, la loi est également mal appliquée. Aucune préparation, concertation ni formation n'est prévue. Va-t-on organiser une audition des directeurs au sein de cette commission, comme je l'ai demandé ?

Quelles sont les conséquences concrètes de l'instauration des tribunaux de l'application des peines pour le personnel et pour la direction des prisons ? Quelles parties de la loi Dupont sont entrées en vigueur le 15 janvier ? La charge de travail augmentera-t-elle dès lors ? Est-il exact qu'il n'y aura pas d'extension du cadre ? Une concertation a-t-elle été organisée avec les directions ? Le personnel sera-t-il formé ? Est-il exact que les circulaires relatives au fonctionnement des tribunaux de l'application des peines n'ont pas encore été publiées ? Les tribunaux de l'application des peines seront-ils opérationnels au 1^{er} février ? Que répond la ministre aux critiques selon lesquelles les nouvelles mesures de contrôle faciliteront l'introduction illicite d'objets interdits dans les prisons ? La ministre suspendra-t-elle la mise en œuvre des innovations, comme demandé par les directeurs ?

06.02 Tony Van Parys (CD&V) : Les directeurs de prison sont des agents dont la loyauté est exemplaire et il est donc frappant qu'ils aient à présent décidé de faire entendre leur voix. La Fédération des directeurs de prison flamands considère qu'il est impossible d'instaurer à court terme les tribunaux de l'application des peines et la loi Dupont, à défaut des investissements requis et parce que la loi serait appliquée dans la précipitation. Le fonctionnement des prisons en sera sérieusement perturbé. Les directeurs et les services psychosociaux des prisons jouent un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des tribunaux de l'application des peines et la loi Dupont.

Aucune circulaire n'a encore été publiée à propos de l'organisation pratique de l'instauration des tribunaux de l'application des peines. De même, aucune extension du cadre n'est prévue. Le 12 janvier, une circulaire relative à la loi Dupont a été publiée. Elle dispose qu'à partir du 15 janvier, les personnes inculpées et les personnes condamnées ne pourront plus partager la même cellule. Il est impossible de concrétiser pareille mesure à si court terme.

La loi ne pourra être appliquée que lorsque tous les moyens nécessaires auront été réunis. Nous frôlons actuellement la catastrophe. Si les tribunaux de l'application des peines ne fonctionnent pas convenablement, plus aucun détenu ne sortira des prisons et la surpopulation prendra des proportions phénoménales. La ministre va-t-elle tenir compte de l'appel à l'aide des directeurs de prison ?

06.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : La fédération flamande des directeurs de prison souligne l'importance de nouvelles initiatives telles que l'instauration de tribunaux de l'application des peines et de la loi de principes concernant l'administration des établissements pénitentiaires. La fédération critique cependant l'application de ces initiatives, qui relève de la responsabilité de la ministre.

Les directeurs se plaignent que la charge de travail supplémentaire qu'entraîne l'instauration des tribunaux de l'application des peines ne s'accompagne pas d'une extension du cadre du personnel. Le personnel n'a encore reçu aucune formation et aucune circulaire n'a encore été publiée. Il n'existe qu'un projet de circulaire relative à la loi Dupont et une unique séance d'information serait prévue le 24 janvier. À cet égard, le personnel recevrait dès lors une formation insuffisante.

Je m'inquiète davantage de l'appréhension exprimée par les directeurs qui craignent que la pression de travail devienne insupportable. La charge de travail a-t-elle été mesurée à la suite de l'octroi de ces missions supplémentaires aux établissements pénitentiaires ? Est-il exact que les cadres n'ont pas encore été pourvus ? Le personnel est-il suffisamment formé ? Comment la ministre réagit-elle à la demande des directeurs de prison de reporter l'instauration des tribunaux de l'application des peines ?

06.04 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Comment la ministre réagit-elle au communiqué de presse émanant de la fédération des directeurs de prison flamands ? Une concertation aura-t-elle lieu avec cette fédération ? Il faut en tout état de cause tenir compte de leurs observations. Quelles mesures concrètes sont-elles prises en matière de budget, d'infrastructure et de personnel à la suite de l'entrée en vigueur de la loi Dupont ?

06.05 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Les tribunaux de l'application des peines entreront effectivement en vigueur le 1^{er} février 2007. Il s'agit d'une réforme fondamentale de la justice. La sécurité juridique s'en trouvera notamment renforcée, l'avis des victimes sera pris en considération et le pouvoir judiciaire acquerra de nouvelles compétences.

La tâche des directeurs de prison ne va pas changer fondamentalement. Ils jouent aujourd'hui déjà un rôle central dans le cadre des décisions prises par les conférences du personnel à propos de toute demande d'octroi de modalités d'exécution d'une peine. Désormais, le directeur pourra formuler directement un avis sur la base des éléments qu'il rassemble, dont le rapport du service psychosocial (SPS).

La loi sur les tribunaux d'application des peines entrera en vigueur en deux phases : à partir du 1^{er} février 2007 pour les peines de plus de trois ans et à partir de 2008 pour les peines plus courtes. En ce qui concerne ce dernier volet, il est exact que la tâche du directeur changera quelque peu parce qu'il devra rendre un avis dans des situations où il n'est pas amené à le faire aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle une extension de cadre sera inscrite au budget 2008, pour les directeurs comme pour les SPS.

Dès l'adoption de la loi, des sessions d'information ont été organisées pour les directions. Les documents présentés à cette occasion ont ensuite été mis à la disposition de l'ensemble des directions.

Le 29 novembre 2006, des directives ont été données concernant la gestion des dossiers pendant la période de transition. Les directions ont reçu un modèle, sur lequel elles doivent se baser pour émettre leurs avis. Elles recevront par ailleurs une circulaire définitive, qui est en cours de finalisation. Celle-ci reprend les dispositions de la loi portant des dispositions diverses, qui a été publiée au *Moniteur belge* le 28 décembre 2006. Il s'agit notamment de la disposition selon laquelle les décisions des conférences du personnel et des commissions de libération conditionnelle restent valables après l'entrée en vigueur de la loi. Cette disposition permet d'éviter que les directeurs ne soient appelés à émettre un nombre important d'avis dans un bref délai.

Un groupe de travail a été créé, dans lequel, outre les magistrats des commissions de libération conditionnelle, tous les acteurs judiciaires concernés, ainsi que les directions générales concernées - y compris la DG des établissements pénitentiaires - sont représentés. Ce groupe de travail se réunit régulièrement pour préparer la mise en place des tribunaux de l'application des peines. Je souhaite maintenir

ce dialogue, qui est indispensable au succès de la loi, y compris après l'entrée en vigueur de ladite loi. Une commission d'accompagnement représentant tous les acteurs concernés assurera dès lors le suivi de la mise en œuvre des nouvelles dispositions.

La loi de principes concernant l'administration pénitentiaire est partiellement entrée en vigueur le 15 janvier. Les dispositions déjà d'application concernent la motivation obligatoire de tous les régimes pénitentiaires spéciaux. Des séances d'information ont également été organisées sur ce sujet. De plus, depuis l'adoption de la loi, huit groupes de travail se chargent de préparer son entrée en vigueur. Toutes les catégories de personnel sont associées à cette entreprise. Un site web d'information, régulièrement mis à jour, a également été créé. Des circulaires consignent les procédures à suivre. Depuis le début du mois de janvier, les directeurs peuvent adresser toutes leurs questions urgentes à l'administration, qui tente d'y répondre le jour même. Le 24 janvier sera organisée une nouvelle journée d'étude consacrée à la loi de principes et à la loi relative au statut juridique externe des détenus. D'ailleurs, l'obligation de motivation des limites à l'égard du régime de détention général n'est pas tout à fait nouvelle : elle découle également de la loi de 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs et de la jurisprudence y afférente.

En 2006, un budget a été alloué à une extension du cadre, avec un renfort de six directeurs et de six assistants pénitentiaires supplémentaires, ce qui ramène le cadre général à 121 équivalents-temps plein. L'effectif actuel compte 114,4 équivalents-temps plein. Du côté néerlandophone, faute de candidats, il manque cinq équivalents-temps plein. Nous mettons tout en œuvre pour remédier au plus vite à cette situation. Le 15 février, des fonctions supérieures seront attribuées à des agents de niveau A qui remplissent les conditions requises pour être nommés directeurs.

La question relative aux fouilles m'étonne. La loi de principes a été adoptée à la suite d'une initiative parlementaire et a été soutenue par tous les partis démocratiques. La loi n'interdit pas de mener des fouilles strictes, à condition qu'elles soient motivées.

Pour ce qui est de la distinction entre prévenus et condamnés, il faut naturellement tenir compte de l'organisation interne de chaque institution et de l'infrastructure disponible mais, en l'occurrence, une augmentation de personnel ne s'impose pas.

Les lois définissant précisément le statut juridique externe et interne des détenus constituent une réforme majeure qui nous permet de nous attaquer à plusieurs problèmes de front. Je me dois de les appliquer. Des interpellations me sont régulièrement adressées parce que le processus serait trop lent. Il est normal que les nombreux changements à opérer soulèvent des questions et suscitent l'inquiétude. J'ai la ferme intention de mener ces réformes importantes à bien, en concertation avec toutes les parties impliquées.

06.06 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : La loi Lejeune telle qu'elle a été modifiée est néfaste parce que tous les filtres sont supprimés et que les juges éprouveront des difficultés à maintenir les détenus derrière les barreaux. La nouvelle loi se traduira en tout état de cause par des libérations plus rapides.

La ministre prétend que le rôle des directeurs de prison ne sera pas fondamentalement modifié, mais c'est faux. L'instauration de sanctions signifie que les directeurs seront appelés à rendre des avis beaucoup plus rapidement. Les conférences du personnel n'ont plus le droit de suspendre la procédure durant six mois. Ces modifications entraîneront un surcroît de travail pour les directeurs qui ne peuvent, par ailleurs, escompter aucune extension du personnel. Cette situation résulte incontestablement d'un manque de concertation avec les directeurs.

La ministre devra encore diffuser en toute hâte une circulaire dans les prochains jours. Elle évoque pour la première fois la création d'un comité d'accompagnement alors que les tribunaux de l'application des peines fonctionneront dans deux semaines à peine. Toutes ces mesures sont bien trop tardives.

Les déclarations faites dans la presse par les directeurs contredisent les propos de la ministre. J'espère dès lors que nous pourrions entendre les directeurs cette semaine encore. Je veux bien admettre que certaines formations aient déjà été dispensées, mais la loi est fondamentalement mauvaise. On donne d'emblée trop de droits aux détenus, de sorte qu'il n'est pas possible de construire progressivement. Le personnel s'en inquiète. Les gardiens se défient de la loi Dupont parce qu'ils craignent de perdre toute leur autorité. À terme,

cette situation ne fera qu'accroître le nombre de bagarres dans les prisons.

06.07 Tony Van Parys (CD&V) : La mise en oeuvre de la loi Dupont ainsi que l'instauration des tribunaux d'application des peines constituent des réformes structurelles cruciales. Bien que les magistrats, les services psychosociaux, les directeurs de prison et le Conseil supérieur de la Justice soulignent que ces réformes radicales ne pourront être appliquées au 1^{er} février 2007, la ministre de la Justice campe sur ses positions. Selon tous les acteurs du secteur concernés, la mise en œuvre de la loi posera d'importants problèmes pratiques. Ainsi, il n'est nullement question d'une extension du cadre psychosocial, dont les missions sont pourtant considérablement étoffées. Certains directeurs de prison ignorent toujours à quel tribunal d'exécution des peines leur centre pénitentiaire ressortira. Il manque encore cinq directeurs de prison flamands et les directeurs de prison en fonction lancent un cri d'alarme. Et que fait la ministre ? Elle ignore tout simplement ces problèmes. Les conséquences de tout cela ne manqueront pas de se faire sentir dans la pratique.

06.08 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): La ministre veillera donc à trouver des candidats pour les cinq postes vacants de directeur de prison. Les directeurs des établissements pénitentiaires ont en effet poussé un cri d'alarme dans la presse. La ministre s'est-elle concertée avec eux à ce sujet ?

06.09 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Une concertation permanente avec les directeurs de prison est en effet indispensable. Une telle concertation sera-t-elle mise sur pied ?

06.10 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Non, j'ai pris connaissance des réactions des directeurs de prison dans la presse. Ils ne m'ont pas contactée.

L'incident est clos.

07 Question de M. Stijn Bex à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'interprétation de la circulaire du 25 janvier 2005 relative à la constatation, l'enregistrement et la poursuite des infractions en matière de détention de cannabis" (n° 13556)

07.01 Stijn Bex (sp.a-spirit) : S'il ne fait aucun doute que les plantations de cannabis sont illégales, les parquets suivent les directives ministérielles en vertu desquelles la priorité la plus faible doit être accordée aux dossiers relatifs à une consommation limitée de cannabis ne constituant pas une menace pour l'ordre public.

L'asbl « Trek Uw Plant » se demande si la réunion en un même endroit de plants appartenant à différents propriétaires – un plant par propriétaire – peut donner lieu à des poursuites. Une série de questions concrètes contribuent à préciser leur position. La directive ministérielle s'applique-t-elle si un seul individu possède un plant ? Qu'en est-il, par exemple, dans le cas de la cohabitation de deux personnes ou de cinq étudiants possédant chacun un plant ? Qu'advient-il si un visiteur régulier joint son plant à ceux des cinq étudiants ou encore si différentes personnes réunissent leur propre plant en un même endroit ?

07.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : La directive ministérielle du 25 janvier 2005 stipule que les parquets doivent accorder le degré de priorité le plus faible à la poursuite pour possession, par un majeur, d'une quantité de cannabis pour usage personnel. Des dérogations à cette règle sont possibles s'il est question de circonstances aggravantes ou de trouble de l'ordre public.

La possession pour usage personnel constitue donc le critère à prendre en considération pour déterminer le degré de priorité en matière de poursuites. Deux personnes partageant un plant sont considérées être en possession de ce plant pour usage personnel. Les parquets n'accordent toutefois pas automatiquement le degré de priorité le plus faible à ces dossiers. L'usage personnel demeure le facteur déterminant, avec les exceptions dont je viens de parler.

Le dossier d'un individu possédant un seul plant de cannabis recevra donc le degré de priorité le plus faible si toutes les conditions sont remplies. S'il est question de plus d'un plant, il est difficile de continuer à appliquer ce principe. Le fait qu'une personne possède un seul plant ne signifie pas automatiquement que le degré de priorité le plus faible soit appliqué.

Le droit pénal est d'ailleurs autonome et ne tient pas compte de notions du droit privé.

(*En français*) Il s'agit ici des notions de « propriétaire » ou de « détention » de cannabis, sans incidence en droit pénal.

(*En néerlandais*) Il appartient au procureur du Roi d'établir la priorité en matière de poursuites, compte tenu des nuisances publiques et des circonstances aggravantes éventuelles.

Il n'est nullement question d'insécurité juridique. La culture du cannabis est et reste punissable.

07.03 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Je persiste à dire qu'il est, dans certains cas, difficile de savoir si des poursuites seront entamées ou non. Les plantes de l'ASBL *Trek uw plant* ont été saisies, mais des poursuites non pas encore été entamées. Je présume que les intéressés essaieront de mettre sur pied une nouvelle plantation.

07.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Vous semblez les y encourager.

07.05 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Il me paraît difficile d'enfermer tous les consommateurs de cannabis dans les prisons déjà surpeuplées.

L'incident est clos.

08 Question de M. Stijn Bex à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les incarcérations dans les locaux de police" (n° 13682)

08.01 Stijn Bex (sp.a-spirit) : La semaine dernière, M. Dewael m'a répondu qu'un arrêté royal uniforme est en préparation en ce qui concerne les modalités de détention dans les bureaux de police. Selon le ministre, seul l'avis de la ministre de la Justice fait encore défaut. Quand sera-t-il disponible ?

08.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : M. Dewael n'a pas demandé mon avis. À la mi-2006, je lui ai transmis un avis motivé relatif au projet d'arrêté royal fixant les normes minimales pour les lieux de détention utilisés par les services de police. S'agirait-il d'une confusion ?

08.03 Stijn Bex (sp.a-spirit) : J'informerai M. Dewael de cette réponse, mais une concertation entre les ministres serait peut-être plus indiquée.

L'incident est clos.

Président: M. Tony Van Parys.

09 Questions jointes de

- **M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la situation dans la prison de Merksplas" (n° 13716)**

- **M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les actions menées par le personnel de la prison de Merksplas" (n° 13721)**

- **Mme Martine Taelman à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la prison de Merksplas" (n° 13728)**

09.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : La semaine dernière, la ministre a annoncé, à ma grande satisfaction, l'ouverture d'une enquête administrative à la suite des informations publiées dans la presse à propos du comportement de certains membres du personnel de l'établissement de Merksplas. Je comprends également les réactions du personnel. Si des fautes ont été commises, seuls les intéressés doivent en subir les conséquences.

Une réponse fournie par la ministre en 2005 évoquait déjà un déficit de trente gardiens à Merksplas, auquel s'ajoutait, en outre, une pénurie de psychologues, d'assistants sociaux et de personnel paramédical. Ce

problème se pose toujours aujourd'hui.

L'aménagement de blocs se traduira par le transfert de 120 détenus d'Anvers à Merksplas. Les procédures de recrutement de personnel supplémentaire ont-elles déjà démarré ?

Les bâtiments de Merksplas sont en piteux état. Je me réjouis d'apprendre qu'on aménage enfin une clôture au niveau de la façade et qu'on investit dans les sanitaires. D'ici à 2010, une partie des détenus seront, par ailleurs, transférés vers de nouveaux établissements à Anvers et à Gand. Selon le plan pluriannuel, toutefois, les travaux à Gand et à Anvers ne s'achèveront qu'en 2011. En outre, la Régie des Bâtiments avait déjà élaboré en 2002 un projet d'aménagement d'un nouveau complexe cellulaire sur la cour intérieure de l'établissement de Merksplas. Ce complexe coûterait 45 millions d'euros et permettrait d'accueillir 400 à 450 détenus. Pourquoi ce projet a-t-il été abandonné ?

La ministre a déclaré à la presse que le plan pluriannuel incluait des investissements supplémentaires à Merksplas. De quels montants et de quels travaux s'agit-il ? Depuis quand ces projets ont-ils été intégrés dans le plan pluriannuel ? De quel plan s'agit-il exactement ?

09.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Lorsque nous avons visité l'établissement de Merksplas pendant la précédente législature, il était effectivement déjà question d'un nouveau complexe à ériger sur la cour intérieure.

Les nouveaux projets de la ministre n'offrent toujours pas aux personnes internées à Merksplas un encadrement psychiatrique similaire à celui de Paifve. D'après M. Reynders, les nouveaux établissements ne seront d'ailleurs prêts qu'en 2014 ou en 2015. Cette situation abominable persistera donc pendant plusieurs années encore et deux conteneurs n'y changeront rien.

Le personnel est passé au service du dimanche pour manifester son désaccord mais une véritable grève a ensuite été lancée, après une rencontre avec la ministre. La volonté de la ministre de geler le dossier en le confiant à l'un ou l'autre groupe de travail a fort déçu les intéressés. Elle aurait plutôt dû soutenir les gardiens de prison. Le directeur des établissements pénitentiaires n'a reçu qu'une seule plainte. La ministre souhaiterait-elle une escalade ?

09.03 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : M. Laeremans n'a pas lu mon communiqué de presse.

09.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Il n'en demeure pas moins que la grève a été déclenchée à l'issue de l'entretien avec la ministre.

La ministre a-t-elle déjà reçu le rapport de la commission de surveillance ? Pouvons-nous le consulter ? Quels sont les résultats de l'enquête administrative ? Qu'ont donné les discussions avec les représentants du personnel ? Pourquoi étaient-ils en colère ? Quelles garanties la ministre a-t-elle offertes au personnel ? Peut-elle fournir des informations complémentaires en ce qui concerne la divulgation de noms de gardiens de prison à des anciens détenus ? Des gardiens de prison sont-ils menacés ou font-ils l'objet de chantage ? Comment la sécurité des gardiens de prison sera-t-elle améliorée ?

09.05 Martine Taelman (VLD) : J'ai entendu à la radio que le cabinet de la ministre rencontrait ce matin les gardiens de la prison de Merksplas. Quels sont les résultats de cette rencontre ?

Lorsque l'on visite la prison de Merksplas, on ne peut que constater l'inadéquation du complexe aux besoins actuels. Il date du dix-neuvième siècle et a été construit pour les besoins d'un régime de vie en communauté. Jusqu'à la suppression de la loi sur le vagabondage en 1995, le complexe devait, par ailleurs, assurer son autofinancement et ne bénéficiait dès lors d'aucun investissement fédéral. Par ailleurs, la centre pénitentiaire de Merksplas est celui qui accueille le plus grand nombre de détenus allophones de Belgique. La fondation Roi Baudouin a indiqué, en 2003 et en 2004, que cette situation donne lieu à des frustrations au sein du personnel et des détenus, avec toutes les conséquences que cela implique.

Un complexe cellulaire supplémentaire ne peut sans doute pas être construit sur la cour intérieure étant

donné que l'établissement pénitentiaire est classé. Les bâtiments en préfabriqué ne pourront subsister que provisoirement. Une concertation avec la commission des Monuments et Sites est toujours nécessaire en ce qui concerne les investissements.

D'importants investissements sont consentis cette année pour les installations sanitaires et la sécurité mais, étant donné la situation actuelle, ces investissements ne sont qu'un emplâtre sur une jambe de bois.

La satisfaction est grande en ce qui concerne la manière dont ont été menées les discussions à propos des nouveaux bâtiments préfabriqués. Un plan des besoins a été arrêté à cette occasion. Les bâtiments devraient être prêts fin 2007.

Qu'ont donné les négociations avec les gardiens ? Existe-t-il des chiffres concernant le nombre de non néerlandophones employés dans des établissements flamands et le nombre de non francophones employés dans les prisons wallonnes ? Quelle est la situation à Bruxelles ? L'infrastructure est-elle adaptée aux exigences d'une prison moderne ? A-t-on déjà réfléchi aux investissements nécessaires ? Un bâtiment neuf ne constituerait-il pas une solution moins onéreuse ? Que pense la ministre de la proposition de M. Reynders d'accélérer l'exécution des travaux de construction par le biais d'une coopération entre les secteurs privé et public ? La prison de Merksplas entre-t-elle en ligne de compte à cet effet ? Quand le nouveau cadre du personnel sera-t-il connu ? Sera-t-il tenu compte des besoins de l'établissement ? Quel délai est prévu pour la mise en oeuvre ?

Président : M. Tony Van Parys

09.06 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Mon administration examine en ce moment le rapport de la Commission de surveillance de Merksplas. De plus, une enquête administrative a été menée sur place la semaine dernière. Hier, le front commun syndical, la direction locale de Merksplas et la direction régionale se sont rencontrés à mon cabinet. Les échanges ont été particulièrement constructifs. D'ici quinze jours, un groupe de travail sera créé en vue de résoudre les problèmes. La première réunion est prévue dès ce jeudi.

Je n'ai aucune information quant à l'éventuelle communication de noms d'agents pénitentiaires à des ex-détenus.

Les bâtiments préfabriqués pourront être utilisés d'ici la fin 2007. Entre-temps, l'analyse des besoins en personnel est terminée et le recrutement de nouveaux agents sera organisé selon le planning détaillé de la Régie des Bâtiments.

Je ne suis pas en mesure actuellement de donner des détails quant au nombre de détenus non néerlandophones et non francophones. Veuillez poser une question écrite à ce sujet.

Je n'ai pas encore reçu de proposition concrète du ministre Reynders à propos des projets de partenariat public-privé.

Je confirme enfin qu'une réunion se tient en ce moment-même à Merksplas entre les syndicats, le directeur et mes collaborateurs.

09.07 Servais Verherstraeten (CD&V) : Il semble que les incidents se succèdent, selon un scénario immuable: des négociations constructives sont menées après la survenance d'un incident majeur et la ministre prend une série d'engagements qu'elle n'honore pas par la suite. Ainsi, l'actuelle pénurie de personnel était prévisible il y a deux ans déjà et, à l'époque aussi, de vaines promesses avaient été faites. Par ailleurs, le plan pluriannuel de fin août 2006 ne prévoit pas un eurocent pour Merksplas. Or, il est indispensable de désigner dès à présent un architecte pour les travaux de transformation. Il est inconcevable que des plans aient été réalisés et des estimations formulées en 2002 mais que rien n'ait été fait pendant les cinq années suivantes !

09.08 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : La ministre a parlé de discussions constructives, mais les positions n'ont fait que se durcir au point qu'on en soit aujourd'hui à la grève générale.

09.09 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Elle a été décidée avant la réunion de ce jour.

09.10 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : C'est possible. Mais elle se prolongera cependant au moins jusqu'à mercredi. On ne voit pas clairement non plus ce qu'on peut attendre de ce groupe de travail. J'espère que les commissaires pourront obtenir une copie du rapport le plus rapidement possible et que la ministre nous expliquera comment a été organisé le contrôle administratif. En ce qui concerne les bâtiments, les choses évoluent trop lentement et les perspectives ne sont guère prometteuses. Les conditions d'accueil des détenus restent inadmissibles. En Flandre, il faudra attendre jusqu'en 2011 ou 2015 la mise en place d'un encadrement correct des internés. C'est inepte.

09.11 Martine Taelman (VLD) : Il est clair que l'on assiste à une escalade à Merksplas. Il convient d'apporter une réponse claire aux plaintes des gardiens. Il convient aussi de tenir compte du plan des besoins qui a été élaboré sur place en ce qui concerne les bâtiments préfabriqués. Je constate, par ailleurs, avec satisfaction que la ministre n'est pas opposée aux propositions de M. Reynders concernant les projets PPS. Il convient de vérifier si une nouvelle construction avec PPS ne coûterait pas moins cher que de continuer à investir dans les bâtiments existants à Merksplas. J'essaierai la semaine prochaine d'obtenir de la ministre davantage de données chiffrées.

09.12 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Nous sommes d'accord ! Il ne s'agit pas du nombre de détenus étrangers mais de ceux qui ne parlent ni français, ni néerlandais. C'est différent et plus compliqué.

L'incident est clos.

Président: Mme Martine Taelman.

10 Question de M. Dylan Casaer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la procédure relative à la confiscation de véhicules" (n° 13729)

10.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : La semaine dernière, le parquet de police de Termonde a procédé à la saisie de deux véhicules dont la confiscation a été demandée au juge de police. Cette mesure deviendra peut-être la sanction la plus sévère en cas de conduite dangereuse et téméraire.

La ministre estime-t-elle que la conduite asociale peut être sanctionnée par la confiscation ? Sera-t-il nécessaire d'élaborer une circulaire permettant un traitement uniforme par les parquets ? Qu'advient-il si le véhicule n'appartient pas au contrevenant ? La loi peut-elle être adaptée de sorte que l'interdiction de conduire temporaire ou définitive entraîne également celle de disposer d'un véhicule pendant la même période ?

10.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : La loi du 16 mars 1968 prévoit la confiscation. Les articles 50 et 51 permettent la saisie en vue de la confiscation pour les conducteurs ayant conduit sous influence, la même mesure s'appliquant aux chauffards en vertu de l'article 50.

L'article 50 permet la confiscation dans le cas d'une déchéance du permis de conduire de six mois au moins lorsque le véhicule est la propriété de l'auteur de l'infraction. L'article 51 énumère plusieurs autres cas où le juge peut ordonner la confiscation. L'article 52 ne permet pas d'appliquer à la circulation routière les confiscations prévues par le Code pénal.

Le véhicule peut également être immobilisé par mesure de sécurité.

Aucune circulaire ministérielle ne traite du problème.

Il est actuellement impossible de confisquer un véhicule de société ou un véhicule de location. Je vais demander à la cellule d'expertise du collège des procureurs généraux un avis sur une éventuelle modification du règlement.

10.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Dans certaines situations extrêmes, telles que les courses urbaines, il faut effectivement pouvoir procéder à la confiscation qui constitue un excellent moyen pour priver les conducteurs téméraires de l'instrument de leur infraction.

L'incident est clos.

10.04 Le président : La question n° 13565 de M. Pieter De Crem est transformée en question écrite.

La réunion publique de commission est levée à 12 h 34.

De vergadering wordt geopend om 10.27 uur en voorgezeten door mevrouw Martine Taelman.

De **voorzitter**: De heer Laeremans heeft een vraag ingediend over de traagheid van het gerecht inzake verkrachtingsdossiers. Het gaat om vraag nr. 13593.

Minister **Laurette Onkelinx** (Nederlands): Ik ben nog niet in het bezit van de nodige gegevens en kan nu dus niet antwoorden.

Bart Laeremans (Vlaams Belang): Een leeg antwoord heeft geen zin, ik stel mijn vraag dus uit. Maar mag ik toch op enige spoed aandringen, want dit is al het tweede uitstel?

01 Samengevoegde vragen van

- de heer **Bart Laeremans** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de uitspraken van de directeur-generaal van het Bestuur van de Strafinrichtingen over het cellentekort" (nr. 13681)
- de heer **Tony Van Parys** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de uitspraken van de directeur-generaal van het Bestuur van de Strafinrichtingen" (nr. 13691)
- de heer **Dylan Casaer** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de uitspraken van het hoofd van de Belgische Strafinrichtingen en de reacties hierop" (nr. 13727)

01.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): In een interview in *De Morgen* zegt het hoofd van de Belgische strafinrichtingen, Hans Meurisse, dat het cellentekort een prioriteit moet zijn en dat alternatieve sancties alleen geen oplossing bieden. Hij zegt letterlijk dat er nood is aan repressie en dat er dus voor bijkomende gevangenis capaciteit gezorgd moet worden. Dit is wat wij al jaren verkondigen, maar wij waren roepend in de woestijn.

Meurisse pleit er ook voor om de oude gevangenisgebouwen die vervangen worden, opnieuw een bestemming te geven binnen de penitentiaire sector. Het zou inderdaad zonde zijn indien men de gevangenis van Dendermonde bijvoorbeeld een niet-penitentiaire bestemming zou geven. Er moet trouwens nog een Vlaamse compensatie komen voor de instelling in Florennes, waarvan het stilaan duidelijk wordt dat het alleen een Franstalige instelling zal kunnen zijn. Ook in Vlaanderen is er nood aan extra capaciteit.

Wat is de reactie van de minister op deze voorstellen van haar eigen diensten? Hoeveel oude gevangenis komen er in aanmerking voor vervanging? Hoeveel extra capaciteit zal hierdoor vrijkomen? Krijgen deze gebouwen ook in de toekomst een penitentiaire bestemming? Zijn er, behalve Herentals, nog andere leegstaande militaire gebouwen die in aanmerking komen?

01.02 Tony Van Parys (CD&V): De nieuwe directeur-generaal van het Bestuur van de Strafinrichtingen heeft recent een aantal straffe uitspraken gedaan. Zo wil hij de overbevolking in de gevangenis aanpakken door meer cellen te bouwen. Hij meent dat er sprake is van een chronisch tekort van duizend cellen. Hij spreekt zich niet uit tegen alternatieve straffen, maar meent dat de mogelijkheden daarvan eindig zijn. Gaan deze uitspraken niet regelrecht in tegen de beleidsnota van de minister van Justitie uit 2003 waarin staat dat een uitbreiding van de capaciteit niet opportuun wordt geacht?

01.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit): De boodschap van de heer Meurisse in *De Morgen* was evenwichtig: hij sprak zich enerzijds uit voor een uitbreiding van de capaciteit van de gevangenis en anderzijds sprak hij de hoop uit dat de strafuitvoeringsrechtbanken realistischere straffen zullen uitspreken dan de rechters nu, die er toch van uitgaan dat de veroordeelde een beroep kan doen op de wet-Lejeune.

Verschillende academici hebben al op deze uitspraken gereageerd. Zij menen dat bijbouwen alleen maar tot een stijging van het aantal gevangenen leidt en dat meer aandacht moet gaan naar een mentaliteitsverandering. Volgens hen is de klemtoon over het algemeen verschoven van preventie naar repressie. De Vlaamse gevangenisdirecteurs lanceerden intussen een oproep om het invoeren van sommige bepalingen uit de wet-Dupont uit te stellen, omdat er te weinig tijd is om de vernieuwingen door te voeren.

Wat is de mening van de minister over de uitspraken van de heer Meurisse en de reacties hierop uit de academische wereld? Hoe denkt de minister te kunnen bijdragen tot een mentaliteitsverandering? Zit het plan van de regering van eind oktober om te zorgen voor bijkomende capaciteit en om de onderzoeksrechters te sensibiliseren, op schema? Hoe reageert de minister op de vraag om uitstel van de Vlaamse gevangenisdirecteurs?

De **voorzitter**: De vraag van de heer Casaer over het verzoek van de Vlaamse gevangenisdirecteurs betreffende de wet-Dupont komt later in de commissie aan bod. De minister zal die vraag dan beantwoorden.

01.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik zal me beperken tot de reacties die de verklaringen van de heer Meurisse, directeur-generaal, hebben teweeggebracht, en zal enkele extra inlichtingen verstrekken.

Ik zal tevens verwijzen naar de talrijke antwoorden die ik reeds heb gegeven inzake de werkelijke toestand en de toekomst van de gevangenissector.

(*Nederlands*) De overbevolking in onze gevangenissen is geen recent probleem en bestaat ook niet alleen in België. Aan dit complexe, sociale probleem doen we niet alleen iets door cellen te bouwen, maar ook door te zoeken naar alternatieven voor gevangenisstraffen en het vinden van een evenwicht tussen de in- en uitstroom. De maatregelen die ik eerder al heb genomen op het vlak van het elektronische toezicht, het opdrijven van het aantal werkstraffen en het overbrengen van buitenlandse gevangenen naar hun land van oorsprong, zijn bekend.

Het kernkabinet volgt dit probleem op, omdat dit ook valt onder de bevoegdheden van de voogdijminister van de Regie der Gebouwen en van de minister van Buitenlandse Zaken.

Naast de bouw van nieuwe gevangenissen in Namen en Dendermonde, zal er ook een nieuwe instelling voor geïnterneerden komen in Gent. Daarnaast zijn er nog de uitbreidingen in de gevangenissen van Lantin, Saint-Hubert, Mechelen en Paifve. Dit alles zal tot 1.637 extra plaatsen leiden.

Het oude gebouw in Namen zal later ook een penitentiare bestemming krijgen. Wat er zal gebeuren met het oude gebouw in Dendermonde, moet nog worden geëvalueerd. De kazernes van Herentals en Florennes zullen worden omgevormd tot gevangenissen.

De buitengewone maatregelen die het kernkabinet eind oktober nam, zijn uitgevoerd. Het kernkabinet buigt zich momenteel over de voortgang van elk dossier. Het aantal aanhoudingsbevelen per arrondissement wordt elke maand doorgegeven aan de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg.

01.05 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): De minister vertelt hier niets nieuws. Of het oude gebouw in Dendermonde een penitentiare bestemming zal krijgen, is dus nog niet eens zeker. Het is duidelijk: er wordt niets gedaan aan het probleem van de te snelle vrijlating van gevangenen waarmee we nu worden geconfronteerd. We zitten nu al aan de absolute ondergrens van de termijn die gevangenen nog echt moeten uitzitten. Dat de minister hier dan komt vertellen dat nog moet worden gezocht naar bijkomende alternatieven, is gewoon hemeltergend. Alleen het verhogen van de capaciteit van onze gevangenissen kan ervoor zorgen dat we de problemen weer de baas worden.

01.06 **Tony Van Parys** (CD&V): Helaas heeft de regering pas na allerlei incidenten begrepen dat er meer gevangenis capaciteit moet komen. Eerst was het ontslag nodig van de directeur-generaal van de strafinrichtingen, daarna volgde de noodoproep van de heer Meurisse. Het is gemakkelijk om maatregelen aan te kondigen waarvoor de volgende regering de middelen zal moeten vinden. Wat de nieuwe gevangenissen van Namen en Dendermonde betreft, moeten de eerste stappen nog gezet worden. In het meerjarenplan voor Dendermonde is enkel geld vrijgemaakt voor de aankoop van gronden. Paars heeft acht

jaar lang geen doortastende beslissingen genomen. De vaststellingen van directeur-generaal Meurisse zijn zeer terecht.

01.07 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Ik zou graag inzage krijgen in het investeringsplan en in het overzicht van de aanhoudingen per arrondissement. Op die manier kunnen we nagaan of overal op dezelfde manier met de voorlopige hechtenis wordt omgesprongen.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de werking van de Moslimexecutieve van België" (nr. 13702)

02.01 Tony Van Parys (CD&V): In het *Belgisch Staatsblad* van 14 oktober 2005 stond dat er een reglement van inwendige orde zou komen voor de Moslimexecutieve en haar algemene vergadering. Bovendien zou een Nederlands- en een Franstalig college worden opgericht. Waarom is het reglement er nog niet? Wanneer zal de executieve met twee colleges werken? Werd gecontroleerd hoe de overheidsmiddelen voor de nieuwe executieve worden gebruikt? Is er sprake van malversaties of betalingen voor persoonlijke doeleinden? Lopen er strafonderzoeken tegen leden van de huidige executieve? Wat zijn de tenlasteleggingen?

02.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Door de scheiding van Kerk en Staat mag de regering zich niet bemoeien met de interne organisatie van een eredienst. Het KB van 7 oktober bepaalt dat de Belgische Moslimexecutieve samengesteld is uit een Nederlandstalig en een Franstalig college. Volgens de informatie die ik kreeg, werkt de executieve inderdaad op die manier. Het huishoudelijk reglement wordt nu voorbereid en werd al besproken in de executieve en op de algemene vergadering.

Ik kan momenteel geen administratieve controle uitvoeren, want de boekhoudkundige bewijsstukken van 2004, 2005 en een deel van 2006 werden doorgestuurd naar het gerecht. De boekhouding van de vroegere executieve wordt onderzocht omdat ik het gerecht heb gevat na een controle door een expert-boekhouder.

Ik heb geen weet van gerechtelijke onderzoeken naar de huidige leden van de executieve. De onderzoeksrechter heeft wel een lid ondervraagd, maar daar bleef het bij. Tijdens een onderzoek kan ik trouwens onmogelijk interveniëren.

02.03 Tony Van Parys (CD&V): Het klopt geenszins dat momenteel met een Nederlandstalig en een Franstalig college wordt gewerkt. De dominantie van de Franstaligen is zo groot dat de Nederlandstalige moslims zich niet kunnen vinden in de representatieve organen. De minister moet een ernstig onderzoek voeren. De werking van een Nederlandstalig college wordt onmogelijk gemaakt.

Dat het gerecht momenteel in het bezit is van de bewijsstukken, betekent dat er iets aan de hand is. Er moet over worden gewaakt dat de middelen in het algemeen belang van de moslimgemeenschap worden aangewend en niet voor individuele belangen. Zolang er geen duidelijkheid is, vraag ik de minister geen toelagen meer te betalen.

02.04 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Wil de heer Van Parys de regionalisering van alle erediensten?

02.05 Tony Van Parys (CD&V): Ik pleit al lang voor twee colleges, maar de Franstaligen maken dat onmogelijk. Blijft dat zo, dan zullen we de organisatie van de erediensten inderdaad moeten hervormen. Die hervorming kan voor mijn part gelden voor alle erediensten. In elk geval kunnen de frustraties bij de Nederlandstalige moslims de verhoudingen met de allochtone gemeenschap nog bemoeilijken.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Georges Lenssen aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de

uithuiszetting van huurders" (nr. 13655)

03.01 **Georges Lenssen** (VLD): Alle dagvaardingen waarin de uithuiszetting van een huurder wordt gevorderd, moeten vermelden dat een afschrift van de inleidende akte aan het OCMW wordt bezorgd. De huurder kan zich bovendien verzetten tegen de mededeling aan het OCMW. Voorts bepaalt de programmawet van 31 december 2002 dat een minnelijke verzoening bij huurzaken verplicht is.

Geven de OCMW's gevolg aan de mededeling? Nemen ze contact op met de huurder en zoeken ze een oplossing? Tussen de betekening van de dagvaarding en de uithuiszetting verlopen minstens twee maanden. Gaat het om handelshuur, dan kan de uithuiszetting zelfs al gebeurd zijn voor het OCMW een afschrift ontvangt. Is het niet beter dat het OCMW enkele dagen voor de uithuiszetting op de hoogte wordt gebracht door de gerechtsdeurwaarder?

Heeft een OCMW-kennisgeving wel zin bij een handelshuur door een vennootschap? Is het OCMW hier bevoegd?

Zijn er betrokkenen die zich verzet hebben tegen de mededeling aan het OCMW? Heeft de bepaling in de programmawet haar nut bewezen? Kan men niet werken met de ingebrekestelling na een maand huurachterstal?

03.02 Minister **Laurette Onkelinx** (Nederlands): Uit een VVSG-rapport blijkt de standaardprocedure: wanneer een melding tot vordering van gerechtelijke uithuiszetting bij het OCMW binnenkomt, gaat men na of de betrokken huurder reeds bekend is. In dat geval wordt de betrokkene persoonlijk gecontacteerd door de maatschappelijk werker. Indien hij niet bekend is, krijgt hij een brief met het OCMW-hulpverleningsaanbod. Ook wordt hij uitgenodigd om contact op te nemen met het OCMW. Voor verdere informatie verwijs ik naar minister Dupont die bevoegd is voor maatschappelijke integratie.

De OCMW's zijn bijzonder goed geplaatst om de rol te spelen die de wet hen toevertrouwt. Ik wil elk voorstel onderzoeken dat het mogelijk maakt om de rampzalige menselijke gevolgen van uithuiszettingen te verminderen.

De betekening van de vonnissen van uithuiszettingen bij een handelshuurovereenkomst blijft pertinent, omdat in veel gevallen een natuurlijke persoon rechtstreeks beoogd wordt. Een actie van het OCMW is dan gerechtvaardigd.

Bij de verplichte verzoening moet men erkennen dat de talrijke verzoeningen het mogelijk maakten om tot een minnelijke schikking te komen. Men regelt op die manier huurconflicten op korte tijd en tegen een lage kostprijs. Bij drie proefprojecten hebben we in een onderdeel 'bemiddeling' voorzien. Op het einde evalueren we of het de moeite loont om dit systeem te veralgemenen en dus de verplichte verzoening voor de vrederechter te vervangen door een facultatieve bemiddeling.

03.03 **Georges Lenssen** (VLD): Ik ben blij met de evaluatie. Ik denk dat er in de praktijk geen gevallen bekend zijn waarbij gedaagden zich verzetten tegen een mededeling aan het OCMW. Als de termijn wordt gerekend of overschreden, zullen de bedragen zowel voor de huurder als de verhuurder alsnog groter worden. Ze hebben er allebei belang bij dat de afhandeling zo snel mogelijk gebeurt.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de verkoop van bestaande gevangenisgebouwen en de bouw van nieuwe" (nr. 13706)**

De **voorzitter**: Bij deze vraag, evenals in mijn vraag over Merksplas rijst een gelijkaardig probleem als bij de vraag van de heer Casaer over de strafinrichtingen: minister Reynders is eveneens bevoegd. Ik wacht dus het antwoord van de justitieminister af en kom er later eventueel op terug.

04.01 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Uit krantenberichten van 12 januari 2007 blijkt dat de regering een bijkomende reeks gebouwen wil verkopen. Minister Onkelinx zou evenwel op de rem staan bij de verkoop van gevangenisgebouwen. Dat vinden we verstandig. Welke gevangenisgebouwen wil men verkopen? Heeft de

minister zich ertegen verzet?

Voor de nieuwe gevangenisgebouwen zou een publiek-private samenwerking (PPS) veel vlotter kunnen leiden tot een snelle realisatie. Indien de regering alles zelf moet bekostigen, aldus minister Reynders, moet men wachten tot 2014-2015 voor de ingebruikname van de nieuwe gevangenissen. Klopt het tijdsplan van minister Reynders? Over welke nieuwe gevangenissen gaat het? Wat is het tijdsplan voor elke geplande gevangenis of penitentiaire instelling?

04.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Minister Reynders is bevoegd in deze zaak.

04.03 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Ik verwachtte dit antwoord. Minister Reynders zegt dat de ingebruikname van nieuwe gevangenissen, door minister Onkelinx altijd aangekondigd voor 2010-2011, zeker vertraging oploopt tot 2014. Door niets te zeggen bevestigt minister Onkelinx dat minister Reynders gelijk heeft. Het typeert hoe dramatisch het strafuitvoeringsbeleid er aan toe is.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de drie bijkomende strafuitvoeringsrechtbanken" (nr. 13713)**

05.01 **Servais Verherstraeten** (CD&V): De minister belooft de commissie mee te delen waar de drie bijkomende strafuitvoeringsrechtbanken zouden komen. Wat zijn de objectieve criteria voor de keuze van deze drie plaatsen?

05.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Er zullen effectief negen kamers voor strafuitvoeringsrechtbanken zijn op 1 februari 2007. De drie bijkomende kamers worden toegewezen aan Gent, Brussel en Luik. De verdeling van de werklast komt er na een akkoord in de werkgroep die ik oprichtte met het oog op de installatie van de strafuitvoeringsrechtbanken. Deze werkgroep hanteert als criterium het aantal gedetineerden die definitief worden veroordeeld tot meer dan drie jaar gevangenis. Iedereen vond dit het meest objectieve criterium. In eerste instantie zullen de strafuitvoeringsrechtbanken enkel bevoegd zijn voor straffen van meer dan drie jaar. Men heeft per penitentiaire instelling een lijst opgesteld van het aantal betrokkenen met straffen van meer dan drie jaar. Op basis van deze cijfers heeft men de penitentiaire instellingen verdeeld onder de verschillende strafuitvoeringsrechtbanken. Elke kamer van een strafuitvoeringsrechtbank heeft een gelijkwaardige werklast van ongeveer vijfhonderd dossiers. De verdeling van de gevangenissen is opgenomen in een KB dat voor 1 februari 2007 wordt gepubliceerd.

05.03 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Ik schets even de chronologie van het dossier. De minister heeft destijds op het kernkabinet tevergeefs één strafuitvoeringsrechtbank per provincie gevraagd. De toenmalige minister van Begroting blokkeerde dat. Bij de bespreking van de wetsontwerpen hebben wij er steeds op gewezen dat het aantal te laag was. Ik juich het dus toe dat de minister met drie extra strafuitvoeringsrechtbanken deels tegemoetkomt aan onze waarschuwingen. Men heeft evenwel nog steeds niet één rechtbank per provincie. In Antwerpen bijvoorbeeld heeft men veel penitentiaire instellingen. Uit verklaringen blijkt dat de minister ook de geïnterneerden onder het toepassingsgebied van de strafuitvoeringsrechtbanken wil laten vallen. Het ressort Antwerpen zal daardoor in de problemen komen. Er zullen grote spanningen ontstaan op het terrein. Om incidenten te vermijden moet men de wetgeving correct uitvoeren en ook in de andere ressorten het aantal strafuitvoeringsrechtbanken uitbreiden.

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Tony Van Parys** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de noodkreet van de Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs" (nr. 13717)
- de heer **Bart Laeremans** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de vraag van de Vlaamse gevangenisdirecteurs om de vernieuwingsprojecten voorlopig op te schorten" (nr. 13718)
- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de noodkreet van de Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs" (nr. 13737)

De **voorzitter**: De heer Dylan Casaer kan zich hierbij aansluiten. Een deel van zijn vraag nr. 13727 sloeg

immers op deze materie.

06.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De Vlaamse gevangenisdirecteurs gaven te kennen dat zij allerm minst klaar zijn voor de invoering van de wet-Dupont en van de strafuitvoeringsrechtbanken en vragen zelfs de stopzetting van de vernieuwingsprojecten. Zij klagen over de manier waarop dit vernieuwingsproces wordt uitgevoerd en vrezen dat het de goede werking van de penitentiaire instellingen zal verstoren. De minister voert opnieuw een politiek van het voldongen feit.

Door de invoering van de strafuitvoeringsrechtbanken zou de werklast voor de directeurs, bedienden en psychosociale diensten aanzienlijk verhogen, terwijl de kaders niet worden aangepast en er nog geen opleiding is geweest van de personeelsleden. Er zijn ook nog geen rondzendbrieven gepubliceerd over de werking van deze nieuwe rechtbanken.

Van bij het begin waarschuwden wij ervoor dat de wet-Dupont veel te ver gaat. De scheiding van verdachten en gedetineerden wordt veel te extreem doorgevoerd. Bovendien worden er te veel formaliteiten opgelegd aan de directeurs en wordt het personeel de speelbal van de gedetineerden. De wet wordt ook slecht uitgevoerd volgens de gevangenisdirecteurs. Er is geen voorbereiding, geen overleg en geen vorming. Zal er een hoorzitting met de directeurs georganiseerd worden in deze commissie, zoals ik gevraagd heb?

Wat zijn de concrete gevolgen van de invoering van de strafuitvoeringsrechtbanken voor het personeel en het management van de gevangenen? Welke onderdelen van de wet-Dupont zijn op 15 januari in werking getreden? Zal dit de werklast verhogen? Klopt het dat het kader niet zal worden uitgebreid? Werd er overlegd met de directies? Komt er opleiding voor het personeel? Klopt het dat de rondzendbrieven over de werking van de strafuitvoeringsrechtbanken nog niet gepubliceerd zijn? Kunnen de strafuitvoeringsrechtbanken van start gaan op 1 februari? Hoe reageert de minister op de kritiek dat de nieuwe controlemaatregelen in de gevangenis het binnensmokkelen van verboden voorwerpen zullen vereenvoudigen? Zal de minister de vernieuwingen opschorten, zoals de gevangenisdirecteurs vragen?

06.02 Tony Van Parys (CD&V): De gevangenisdirecteurs zijn de meest loyale ambtenaren die er zijn. Het is dan ook opvallend dat zij nu het stilzwijgen hebben doorbroken. De Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs zegt dat de invoering van de strafuitvoeringsrechtbanken en van de wet-Dupont op korte termijn onmogelijk is, omdat de noodzakelijke investeringen uitblijven en omdat de wet op een draffe wordt ingevoerd. Hierdoor zal de werking van de gevangenen grondig verstoord worden. De directeurs en de psychosociale diensten van de gevangenen hebben een cruciale rol in de uitvoering van de strafuitvoeringsrechtbanken en de wet-Dupont.

Er werd nog geen rondzendbrief gepubliceerd over de praktische organisatie van de invoering van de strafuitvoeringsrechtbanken. Er is ook geen enkele kaderuitbreiding gepland. Op 12 januari werd een rondzendbrief over de wet-Dupont gepubliceerd, waarin wordt bepaald dat beklaagden en veroordeelden vanaf 15 januari niet meer samen in een cel mogen zitten. Zoiets kan onmogelijk gerealiseerd worden op zo'n korte termijn.

De wet kan pas uitgevoerd worden als alle middelen daarvoor aanwezig zijn. Nu dreigt er een catastrofe. Als de strafuitvoeringsrechtbanken niet naar behoren werken, zal er geen uitstroom zijn uit de gevangenen, waardoor de overbevolking fenomenaal zal toenemen. Zal de minister rekening houden met de noodkreet van de gevangenisdirecteurs?

06.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): De Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs onderstreept het belang van nieuwe initiatieven zoals de strafuitvoeringsrechtbanken en de invoering van de basiswet op het gevangeniswezen. De federatie heeft wel kritiek op de uitvoering van deze initiatieven en dat is een verantwoordelijkheid van de minister.

De directeurs klagen dat de bijkomende werklast die de invoering van de strafuitvoeringsrechtbanken met zich mee brengt, niet gepaard gaat met een uitbreiding van het personeelskader. Het personeel kreeg nog geen opleiding en er werd nog geen rondzendbrief gepubliceerd. Er is slechts een ontwerp van rondzendbrief over de wet-Dupont en er zou enkel een informatievergadering op 24 januari gepland zijn. Ook op dat vlak zou het personeel dus onvoldoende vorming krijgen.

Wat mij het meest verontrust, is de vrees van de directeurs dat de werkdruk onhoudbaar zou worden. Is er een werklasmetering gebeurd naar aanleiding van die bijkomende opdrachten die gegeven worden aan de gevangenen? Klopt het dat de kaders nog niet werden opgevuld? Is het personeel voldoende opgeleid? Hoe reageert de minister op de vraag van de gevangenisdirecteurs om de invoering van de strafuitvoeringsrechtbanken uit te stellen?

06.04 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Hoe reageert de minister op het persbericht van de Federatie van de Vlaamse Gevangenisdirecteurs? Zal er met hen overlegd worden? Er moet wel degelijk rekening gehouden worden met hun opmerkingen. Welke concrete maatregelen worden er genomen inzake budget, infrastructuur en personeel naar aanleiding van de invoering van de wet-Dupont?

06.05 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De strafuitvoeringsrechtbanken zullen effectief in werking treden op 1 februari 2007. Het gaat hier over een essentiële hervorming van het gerecht. Zo zal er onder meer een grotere rechtszekerheid komen, zal er rekening gehouden worden met de adviezen van de slachtoffers en krijgt de rechterlijke macht nieuwe bevoegdheden.

Het werk van de gevangenisdirecteurs zal niet fundamenteel veranderen. Zij spelen nu reeds een centrale rol bij de beslissingen van de personeelsconferenties over elk verzoek tot toekenning van strafuitvoeringsmodaliteiten. Voortaan zal de directeur rechtstreeks advies verstrekken op basis van de elementen die hij verzamelt, waaronder het verslag van de psychosociale dienst (PSD).

De wet op de strafuitvoeringsrechtbanken zal in twee fasen in werking treden: vanaf 1 februari 2007 voor de straffen van meer dan drie jaar en vanaf 2008 voor de kortere straffen. Wat deze laatste betreft, is het juist dat het werk van de directeur enigszins verandert, omdat hij dan advies zal moeten geven in situaties waar dat nu niet het geval is. Daarom werd in een kaderuitbreiding voorzien op de begroting van 2008, zowel wat de directeurs als wat de PSD betreft.

Zodra de wet goedgekeurd was, zijn er informatiesessies georganiseerd voor de directies. De documenten die daarbij voorgesteld werden, zijn vervolgens ter beschikking gesteld van alle directies.

Op 29 november 2006 zijn er richtlijnen gegeven voor het beheer van de dossiers tijdens de overgangperiode. De directies kregen een model waarop ze zich moeten baseren wanneer ze hun adviezen uitbrengen. Er komt ook nog een definitieve rondzendbrief, waaraan nu de laatste hand wordt gelegd. Deze rondzendbrief herneemt de bepalingen van de wet houdende diverse bepalingen die op 28 december 2006 in het *Belgisch Staatsblad* is gepubliceerd. Het gaat onder meer om de bepaling dat de beslissingen van de personeelsconferenties en van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidsstelling geldig blijven na de inwerkingtreding van de wet, dit om te vermijden dat de directeurs op korte tijd heel veel adviezen zouden moeten verstrekken.

Er is een werkgroep opgericht waarin, naast de magistraten van de commissies VI, alle betrokken gerechtelijke actoren, alsook alle betrokken directoraten-generaal, met inbegrip van het DG Strafinrichtingen, vertegenwoordigd zijn. Deze werkgroep komt regelmatig samen om de invoering van de strafuitvoeringsrechtbanken voor te bereiden. Ik wil deze voor het welslagen van de wet noodzakelijke dialoog ook na de inwerkingtreding van de wet behouden. Een begeleidingscommissie waarin alle actoren vertegenwoordigd zullen zijn, zal daarom de implementatie van de nieuwe bepalingen opvolgen.

De basiswet op het gevangeniswezen is op 15 januari gedeeltelijk in werking getreden. De bepalingen die al van kracht zijn, betreffen de verplichte motivering van alle speciale gevangenisregimes. Ook hierover zijn er informatiesessies gehouden. Bovendien houden acht werkgroepen zich sinds de goedkeuring van de wet bezig met de voorbereiding van de inwerkingtreding. Alle personeelscategorieën worden daarbij betrokken. Er is ook een informatiewebsite die regelmatig aangevuld wordt. In circulaire is vastgelegd welke procedures er gevolgd moeten worden. Sinds begin januari kunnen de directeurs met alle dringende vragen terecht bij de administratie, die daarop nog dezelfde dag probeert te antwoorden. Op 24 januari wordt een nieuwe studiedag georganiseerd over de basiswet en de wet inzake de externe rechtspositie van gedetineerden. De verplichting om beperkingen ten opzichte van het algemene detentieregime te motiveren, is trouwens niet helemaal nieuw. Zij vloeit ook voort uit de wet van 1991 op de formele motivering van

overheidshandelingen en de daaruit ontwikkelde rechtspraak.

In 2006 is er een kaderuitbreiding gebudgetteerd met zes bijkomende directeurs en zes bijkomende penitentiair assistenten. Dit brengt het algemene kader op 121 voltijdse equivalenten. Het huidige effectief bedraagt 114,4 voltijdse equivalenten. Aan Nederlandstalige zijde is er een tekort van vijf voltijdse equivalenten als gevolg van een gebrek aan kandidaten. Alles wordt in het werk gesteld om dit zo snel mogelijk te verhelpen. Op 15 februari worden hogere functies toegekend aan beambten van niveau A die aan de voorwaarden voldoen om als directeur benoemd te worden.

De vraag over de foulleringen verbaast me. De basiswet is tot stand gekomen als gevolg van een parlementair initiatief en werd door alle democratische partijen gedragen. De wet belet niet om strikte foulleringen uit te voeren, op voorwaarde dat die gemotiveerd zijn.

Wat het onderscheid tussen verdachten en veroordeelden betreft, moet natuurlijk rekening gehouden worden met de interne organisatie van elke inrichting en de infrastructuur die er voorhanden is, maar een personeelsuitbreiding is daarvoor niet nodig.

De wetten waarin de externe en interne rechtspositie van de gedetineerden nauwkeurig omschreven wordt, betekenen een belangrijke hervorming die ons in staat stelt meerdere problemen ineens aan te pakken. Ik moet die wetten uitvoeren. Ik word trouwens geregeld geïnterpelleerd omdat het allemaal niet snel genoeg zou gaan. Het is normaal dat de vele veranderingen vragen oproepen en voor onrust zorgen. Het is mijn vaste bedoeling om, in overleg met alle betrokken partijen, deze belangrijke hervormingen tot een goed einde te brengen.

06.06 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De gewijzigde wet-Lejeune is nefast, omdat alle filters weggeslagen zijn en de rechters de gedetineerden nu nog moeilijk achter de tralies zullen kunnen houden. De nieuwe wet zal hoe dan ook tot snellere vrijlatingen leiden.

De minister beweert dat er niet veel zal veranderen aan de rol van de gevangenisdirecteurs, maar dat klopt niet. De invoering van sancties betekent dat de directeurs veel sneller advies zullen moeten verlenen. De personeelsconferenties hebben niet meer het recht om de procedure gedurende zes maanden te schorsen. Dit betekent allemaal meer werk voor de directeurs, zonder dat daar een personeelsverhoging tegenover staat. Deze situatie kan alleen maar het resultaat zijn van gebrekkig overleg met de directeurs.

In de komende dagen moet de minister nog gauw een rondzendbrief verspreiden. Nu pas spreekt de minister voor het eerst over een begeleidingscomité, terwijl de strafuitvoeringsrechtbanken al over twee weken van start gaan. Dit komt allemaal veel te laat.

De minister wordt tegengesproken door de uitspraken van de directeurs in de pers. Ik hoop dan ook dat we de directeurs nog deze week kunnen horen. Ik wil wel aannemen dat er enige vorming is geweest, maar de wet zelf zit fundamenteel fout. Er worden aan de gedetineerden te veel rechten toegekend van in het begin, zodat er niet meer opgebouwd kan worden. Dit verontrust het personeel ten zeerste. De cipiers spreken met huiver over de wet-Dupont, omdat zij vrezen dat zij hun gezag volledig zullen verliezen. Op termijn zal dit alleen tot nog meer rellen in de gevangenissen leiden.

06.07 Tony Van Parys (CD&V): De uitvoering van de wet-Dupont en het invoeren van de strafuitvoeringsrechtbanken zijn structurele en cruciale hervormingen. Ondanks het feit dat zowel de magistraten, de psychosociale diensten, de gevangenisdirecteurs als de Hoge Raad voor de Justitie erop wijzen dat het niet mogelijk is deze ingrijpende hervormingen al toe te passen op 1 februari 2007, blijft de minister van Justitie voet bij stuk houden. De uitvoering van de wet zal volgens alle betrokkenen uit de sector op grote praktische problemen stuiten. Van een uitbreiding van het psychosociale kader is bijvoorbeeld geen sprake, al nemen hun opdrachten enorm toe. Sommige gevangenisdirecteurs weten zelfs nog niet onder welke strafuitvoeringsrechtbank hun gevangenis zal ressorteren. Er zijn vijf Vlaamse gevangenisdirecteurs te weinig en de gevangenisdirecteurs die aan de slag zijn, slaken een noodkreet. En wat doet de minister? Ze legt dit alles gewoon naast zich neer. De gevolgen zullen zich in de praktijk laten voelen.

06.08 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Ik begrijp dat de minister werk zal maken van het vinden van kandidaten voor de vijf vacante betrekkingen voor gevangenisdirecteur. De gevangenisdirecteurs hebben in de pers inderdaad een noodkreet laten horen. Hebben zij hierover overlegd met de minister van Justitie?

06.09 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Een permanent overleg met de gevangenisdirecteurs is inderdaad een noodzaak. Is er sprake van zo'n overleg?

06.10 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Neen, ik heb de reacties van de gevangenisdirecteurs vernomen via de pers. Zij hebben mij niet benaderd.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Stijn Bex aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de interpretatie van de rondzendbrief van 25 januari 2005 omtrent de vaststelling, registratie en vervolging van de inbreuken inzake het bezit van cannabis" (nr. 13556)

07.01 Stijn Bex (sp.a-spirit): Een cannabisplantage is illegaal, zoveel is duidelijk. Conform de ministeriële richtlijnen geven de parketten echter wel de laagste prioriteit aan dossiers waarin sprake is van een beperkt cannabisgebruik zonder overlast voor de openbare orde.

De vzw Trek Uw Plant vraagt zich nu af of het verzamelen op één punt van de planten van verschillende eigenaars – één plant per eigenaar – al dan niet voor vervolging in aanmerking komt. Enkele concrete vragen maken hun stelling duidelijk. Is de ministeriële richtlijn van toepassing als één individu beschikt over één plant? En wat als twee mensen samenwonen en zij hebben elk één plant? En wat als vijf studenten samenwonen en zij hebben elk één plant? Wat als een regelmatige bezoeker zijn plant onderbrengt bij een van de vijf samenwonende studenten? En wat als verschillende personen elk hun eigen plant samenbrengen op een gemeenschappelijke locatie?

07.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De ministeriële richtlijn van 25 januari 2005 bepaalt dat het bezit door een meerderjarige van een hoeveelheid cannabis voor persoonlijk gebruik de laagste vervolgingsprioriteit moet krijgen bij de parketten. Uitzonderingen hierop worden gemaakt als er sprake is van verzwarende omstandigheden of van een verstoring van de openbare orde.

Het criterium om de vervolgingsprioriteit te bepalen is dus bezit voor persoonlijk gebruik. Twee personen die een plant delen, worden geacht deze plant in bezit te hebben voor persoonlijk gebruik. Het is echter niet zo dat de parketten deze dossiers automatisch de laagste vervolgingsprioriteit geven. Het persoonlijke gebruik blijft de determinerende factor, met de uitzonderingen zoals ik die eerder al vermeldde.

Het dossier van een individu die één cannabisplant heeft, zal dus de laatste vervolgingsprioriteit krijgen als aan al deze voorwaarden is voldaan. Als er sprake is van meer dan één plant, is het moeilijk om deze stelling te blijven handhaven. Het is niet omdat één persoon één plant heeft, dat automatisch de laagste vervolgingsprioriteit wordt toegekend.

Het strafrecht is trouwens autonoom en houdt geen rekening met begrippen uit het privaatrecht.

(Frans) Het gaat hier om de begrippen "bezitter" of "bezit" van cannabis, die geen gevolgen hebben in het strafrecht.

(Nederlands) Het komt aan de procureur des Konings toe om de vervolgingsprioriteit vast te stellen, rekening houdend met de eventuele openbare overlast en verzwarende omstandigheden.

Van een rechtsonzekerheid is intussen geen sprake. Het verbouwen van cannabis is en blijft strafbaar.

07.03 Stijn Bex (sp.a-spirit): Ik blijf erbij dat het soms moeilijk is om in te schatten of in bepaalde gevallen al dan niet tot vervolging zal worden overgegaan. De planten van de vzw Trek Uw Plant werden in beslag genomen, maar voorlopig werd niet tot vervolging overgegaan. Ik veronderstel dat zij opnieuw een plantage

zullen proberen op te zetten.

07.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang): En u moedigt dat blijkbaar aan.

07.05 Stijn Bex (sp.a-spirit): Men kan moeilijk elke cannabisgebruiker in de nu al overbevolkte gevangenissen stoppen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Stijn Bex aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de opsluitingen in politiekantoren" (nr. 13682)

08.01 Stijn Bex (sp.a-spirit): Vorige week antwoordde minister Dewael mij dat een eenvormig KB wordt voorbereid inzake de opsluitmogelijkheden in politiekantoren. Volgens hem ontbreekt enkel nog het advies van de minister van Justitie. Wanneer zal dat er zijn?

08.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Minister Dewael heeft mijn advies niet gevraagd. Midden 2006 heb ik hem wel een gemotiveerd advies bezorgd inzake het ontwerp-KB dat de minimumnormen bepaalt voor detentieplaatsen die door de politiediensten gebruikt worden. Zou het om een verwarring gaan?

08.03 Stijn Bex (sp.a-spirit): Ik zal minister Dewael op de hoogte brengen van dit antwoord, maar misschien overleggen de ministers beter onderling.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: de heer Tony Van Parys.

09 Samengevoegde vragen van

- **de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de toestand in de gevangenis van Merksplas" (nr. 13716)**

- **de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de acties van het gevangenispersoneel van Merksplas" (nr. 13721)**

- **mevrouw Martine Taelman aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de gevangenis te Merksplas" (nr. 13728)**

09.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Vorige week kondigde de minister tot mijn genoegen een administratief onderzoek aan na de mediaberichten over het gedrag van personeelsleden in Merksplas. Ik begrijp ook de reacties van het personeel. Als er fouten gemaakt zijn, mogen enkel de betrokkenen daar de gevolgen van dragen.

Uit een antwoord van 2005 van de minister bleek al dat er dertig cipiers te weinig waren in Merksplas. Bovendien was er een groot tekort aan psychologen, sociaal assistenten en paramedici. Vandaag bestaat dat probleem nog steeds.

Omdat er containerblokken zullen worden geplaatst, zullen 120 gedetineerden van Antwerpen naar Merksplas worden overgebracht. Zijn de wervingsprocedures voor bijkomend personeel al opgestart?

De gebouwen in Merksplas zijn in zeer slechte staat. Het is goed dat er aan de voorkant eindelijk een omheining komt en dat er wordt geïnvesteerd in sanitair. Tegen 2010 zal een aantal gedetineerden overigens naar nieuwe instellingen in Antwerpen en Gent worden overgeplaatst. In het meerjarenplan staat echter dat de werken in Gent en Antwerpen pas in 2011 klaar zullen zijn. Bovendien had de Regie der Gebouwen in 2002 al een ontwerp klaar voor een nieuw cellencomplex op de binnenkoer van de instelling in Merksplas. Dat zou 45 miljoen euro kosten en 400 à 450 gevangenen huisvesten. Waarom is dat project stopgezet?

Aan de pers zei de minister dat er in het meerjarenplan is voorzien in bijkomende investeringen in Merksplas. Om welke bedragen en werken gaat het? Sinds wanneer is een en ander in het meerjarenplan opgenomen? Om welk plan gaat het precies?

09.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Toen we Merksplas in de vorige regeerperiode bezochten, was er inderdaad al sprake was van een nieuw complex op de binnenkoer.

In de nieuwe plannen van de minister krijgen de geïnterneerden in Merksplas nog steeds niet dezelfde psychiatrische omkadering als in Paifve. Volgens minister Reynders zullen de nieuwe instellingen zelfs pas in 2014 of 2015 klaar zijn. De abominabele situatie zal dus nog jaren blijven bestaan en daar zullen twee containers niets aan veranderen.

Bij wijze van protest schakelde het personeel over op zondagsdienst, maar na een gesprek met de minister werd dat een echte staking. De ontgoocheling was groot omdat de minister het dossier wil bevriezen in een of andere werkgroep. In plaats daarvan had ze de cipers moeten steunen. De directeur van de strafinrichtingen kreeg slechts één klacht binnen. Wil de minister de situatie misschien laten escaleren?

09.03 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De heer Laeremans heeft mijn persbericht niet gelezen.

09.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Het blijft een feit dat de staking er kwam na het onderhoud met de minister.

Heeft de minister het rapport van de commissie van toezicht al ontvangen? Kunnen we het inkijken? Wat zijn de resultaten van het administratief onderzoek? Wat leverden de gesprekken met de personeelsafgevaardigden op? Waarom reageerden ze verbolgen? Welke garanties heeft de minister het personeel geboden? Kan ze toelichting geven inzake het doorspelen van namen van cipers aan ex-gevangenen? Worden er cipers bedreigd of gechanteerd? Hoe zal de veiligheid van de cipers worden verbeterd?

09.05 Martine Taelman (VLD): Op de radio hoorde ik dat het kabinet van de minister vanochtend praat met de cipers van Merksplas. Wat zijn de resultaten tot nu toe?

Wie Merksplas bezoekt, kan niet anders dan vaststellen dat het complex niet aangepast is aan de noden van vandaag. Het stamt uit de negentiende eeuw en werd gebouwd voor een gemeenschapsregime. Tot de afschaffing van de wet op de landloperij in 1995 moest het bovendien zelfbedruipend zijn, waardoor federale investeringen uitbleven. Daar komt nog bij dat Merksplas het hoogste aantal anderstalige gevangenen van België herbergt. De Koning Boudewijnstichting meldde in 2003 en 2004 al dat dit tot frustraties leidt bij personeel en gedetineerden, met alle gevolgen van dien.

Een bijkomend cellencomplex op de binnenkoer kan waarschijnlijk niet omdat de strafinrichting geklasseerd is. Ook de prefabgebouwen zullen maar tijdelijk mogen blijven staan. Over investeringen moet steeds worden overlegd met Monumenten en Landschappen.

Er wordt dit jaar heel veel geïnvesteerd in sanitair en veiligheid, maar gezien de huidige toestand is dat slechts een druppel op een gloeiende plaat.

Er is ook grote tevredenheid over de manier waarop de gesprekken zijn gevoerd over de nieuw prefabs. Daarbij werd er een behoefteplan opgesteld. Tegen einde 2007 zouden de gebouwen klaar moeten zijn.

Wat is het resultaat van de gesprekken met de cipers? Zijn er cijfers betreffende het aantal niet-

Nederlandstaligen in Vlaamse instellingen en het aantal niet-Franstaligen in Waalse gevangenissen? Wat is de toestand in Brussel? Is de infrastructuur aangepast aan de noden van een moderne gevangenis? Is er al nagedacht over de noodzakelijke investeringskosten? Is een nieuwbouw niet goedkoper? Wat vindt de minister van het voorstel van minister Reynders om de bouw te versnellen via publiek-private samenwerking? Komt Merksplas hiervoor in aanmerking? Wanneer wordt het nieuwe personeelskader bekendgemaakt? Zal er rekening worden gehouden met de behoeften van de instelling? Welke is de timing voor indiensttreding?

Voorzitter: de heer Tony Van Parys

09.06 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederrlands*): Mijn administratie onderzoekt momenteel het rapport van de commissie van toezicht van Merksplas. Daarenboven werd er vorige week reeds een administratief onderzoek ter plaatse uitgevoerd. Gisteren hebben het gemeenschappelijk vakbondsfront, de lokale directie van Merksplas en de regionale directie elkaar ontmoet op mijn kabinet. Het was een bijzonder constructief gesprek. Binnen de veertien dagen zal er een werkgroep worden samengesteld om de problemen op te lossen. De eerste vergadering zal donderdag plaatsvinden.

Over het doorspelen van namen van penitentiair beambten aan ex-gedetineerden is mij niets bekend.

De prefabgebouwen zullen tegen het einde van 2007 in gebruik kunnen genomen worden. De behoefteanalyse betreffende het personeel in ondertussen ook klaar en de aanwervingen zullen worden gepland op basis van de detailplanning van de Regie der Gebouwen.

Betreffende het aantal niet-Nederlandstalige en niet-Franstalige gedetineerden kan ik geen details verstrekken. Gelieve ter zake een schriftelijke vraag te stellen.

Ik heb nog geen concreet voorstel ontvangen vanwege minister Reynders betreffende de PPS-projecten.

Ten slotte bevestig ik dat er momenteel in Merksplas een vergadering met de vakbonden, de directeur en de medewerkers aan de gang is.

09.07 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Er wordt blijkbaar van incident naar incident gesurft, steeds volgens hetzelfde scenario: er loopt iets grondig fout, er worden constructieve gesprekken gevoerd, de minister stelt een aantal beloften in het vooruitzicht en die beloften worden vervolgens niet ingevuld. Het huidige personeelstekort was bijvoorbeeld al twee jaar geleden bekend en ook toen werden er loze beloften geuit. Verder staat er voor Merksplas geen cent ingeschreven in het meerjarenplan van eind augustus 2006. Het is toch absoluut noodzakelijk om nu reeds een architect aan te duiden voor de verbouwingen. Het is onvoorstelbaar dat er in 2002 reeds plannen en ramingen bestonden en dat er vervolgens vijf jaar lang niets mee gebeurd is.

09.08 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): De minister heeft het over constructieve gesprekken, maar de standpunten zijn alleen maar verhard en er is nu sprake van een algemene staking.

09.09 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Dat was voor de vergadering van vandaag.

09.10 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Dat is mogelijk. De staking zal echter zeker tot woensdag duren. Ook is het niet duidelijk wat er van die werkgroep verwacht mag worden. Verder hoop ik dat de commissieleden zo snel mogelijk een kopie kunnen krijgen van het rapport en dat de minister zal toelichten hoe het administratief toezicht verlopen is. Inzake de gebouwen gaat alles veel te traag en is er te weinig perspectief. De aanpak van de geïnterneerden blijft schrijnend. In Vlaanderen moet er tot 2011 of 2015 gewacht worden op een fatsoenlijke omkadering voor de geïnterneerden. Dat is schabouwelijk.

09.11 **Martine Taelman** (VLD): Het is duidelijk dat de situatie in Merksplas escaleert. Er moet een duidelijk antwoord komen op de klachten van de cipers. Er moet ook rekening worden gehouden met het ter plaatse opgestelde behoefteplan inzake de prefabgebouwen. Verder noteer ik verheugd dat de minister niet negatief

staat tegenover de voorstellen van minister Reynders betreffende de PPS-projecten. Er moet onderzocht worden of een nieuwbouw met PPS niet goedkoper is dan verdere investeringen in het gebouw in Merksplas. Volgende week zal ik meer cijfers van de minister proberen te bekomen.

09.12 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): We zijn het eens! Het gaat niet om het aantal buitenlandse gedetineerden, wel om de gedetineerden die geen Frans of Nederlands spreken. Dat is niet hetzelfde en het is ook ingewikkelder.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: mevrouw Martine Taelman.

10 Vraag van de heer Dylan Casaer aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de procedure inzake de verbeurdverklaring van voertuigen" (nr. 13729)

10.01 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Het politieparket in Dendermonde ging vorige week over tot de inbeslagname van twee voertuigen waarvan de verbeurdverklaring wordt gevraagd aan de politierechter. Dit wordt mogelijk de ultieme sanctie bij gevaarlijk en roekeloos rijgedrag.

Vindt de minister dat asociaal rijgedrag beteugeld kan worden met verbeurdverklaring? Is er nood aan een rondzendbrief om een uniforme behandeling bij de parketten mogelijk te maken? Wat gebeurt er als het voertuig geen eigendom is van de overtreder? Kan men de wet zo bijsturen dat een tijdelijk of definitief rijverbod wagenbezit tijdens die periode ook onmogelijk maakt?

10.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): De wet van 16 maart 1968 voorziet in de mogelijkheid tot verbeurdverklaring. Op basis van de artikelen 50 en 51 kon de inbeslagneming met het oog op een verbeurdverklaring gebeuren voor de chauffeurs onder invloed en op basis van artikel 50 voor roekeloze chauffeurs.

Artikel 50 bepaalt dat de verbeurdverklaring kan bij een rijverbod van minstens zes maanden en het voertuig eigendom is van de dader. Artikel 51 somt een aantal bijkomende gevallen op waarbij de rechter een verbeurdverklaring kan uitspreken. De verbeurdverklaring uit het Strafwetboek is volgens artikel 52 niet van toepassing op het wegverkeer.

Als beveiligingsmaatregel kan men het voertuig ook immobiliseren.

Er bestaat over deze problematiek geen ministeriële rondzendbrief.

Een verbeurdverklaring van het voertuig is momenteel niet mogelijk indien het gaat om bedrijfswagens of geleende voertuigen. Ik zal de expertisecel van het College van procureurs-generaal een advies vragen over een eventuele wijziging van de regeling.

10.03 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): De verbeurdverklaring moet in een aantal extreme gevallen als straatraces wel degelijk mogelijk zijn. Het is een goede manier om het misdrijf van roekeloze chauffeurs af te nemen.

Het incident is gesloten.

10.04 **De voorzitter**: Vraag nr. 13565 van de heer De Crem wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.34 uur.